



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 26 février 2026

FOCUS : LE FMI SOULIGNE L'IMPORTANCE DES DEFIS BUDGETAIRE ET MONETAIRE AU SURINAME EN ATTENDANT LE DEVELOPPEMENT PETROLIER DE 2028. 2

Bolivie 3

Excédent budgétaire significatif en janvier. 3

Colombie 3

Le décret d'urgence économique cherche à récolter 2 Md\$ par une imposition du patrimoine des entreprises. 3

La confiance des entreprises montre des signes mixtes en janvier. 3

En 2025, le commerce a atteint sa plus forte croissance en 14 ans. 4

La Colombie est officiellement devenue, le 19 février 2026, le 33^{ème} membre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). 4

Équateur 4

Le Ministère de l'économie et des finances annonce un déficit budgétaire de 4,6 Md\$ en 2025. 4

Le président Noboa a promulgué une loi portant sur les finances publiques locales. 5

Guyana 5

Le NRF, fonds souverain du Guyana, a reçu près de 10 M\$ par jour de paiements pétroliers en janvier 2026. 5

Pérou 6

L'investissement privé a augmenté de 10 % en 2025, sa plus grande expansion depuis 2012. 6

Le secteur agricole a mené la croissance de l'emploi au cours de la dernière décennie. 6

Suriname 6

En 2025, l'inflation annuelle s'établit à 11,4 %. 6

Le gouvernement baisse les redevances sur l'or afin de décourager la contrebande. 6

Venezuela 7

Les remesas passent davantage par des canaux formels grâce à la réduction de la brèche cambiaire. 7

Focus : Le FMI souligne l'importance des défis budgétaire et monétaire au Suriname en attendant le développement pétrolier de 2028.

La croissance du Suriname montre des signaux positifs avec une croissance dynamique hors ressources naturelles, à +4,7 % en 2026 (vs. 3,9 % pour toute l'économie). Cette croissance hors ressources naturelles repose aujourd'hui sur un climat général de confiance dans la perspective du boom pétrolier de 2028 (croissance attendue à 28,5 % cette année-là). La croissance est surtout tirée, en volume, par les investissements dans les développements pétroliers offshore et une production stable d'or. Néanmoins, cette confiance pourrait s'éroder en cas de la poursuite de la dégradation de la situation budgétaire, de la hausse de l'inflation et de la dépréciation du taux de change.

Du point de vue budgétaire, la situation est fragile et pourrait encore se dégrader. Alors que le programme EFF du FMI (2021-2025) avait permis de limiter le déficit public et de réduire la dette, cette tendance a commencé à s'inverser en 2025. Ainsi, le FMI estimait au printemps 2025 que le déficit budgétaire serait contenu à 1,2 % mais a nettement relevé ce montant dans son article IV, à 10 % en fin d'année (+8,8 points de pourcentage -p.p.- en 8 mois). La dette publique pour 2025 est évaluée à 106 % du PIB, une hausse marquée par des dépenses pré-électorales selon le FMI.

Le FMI présente un scénario défavorable dans lequel le déficit primaire s'élèverait à -1,1 % en 2026 et -2,2 % en 2027, du fait de moindres recettes (faible recouvrement de l'impôt notamment) et de dépenses publiques élevées. Cela aurait pour effet d'augmenter la dette publique de 4 points de PIB en 2027, de déprécier le taux de change de -14 % et d'augmenter l'inflation de 5 p.p par rapport au scénario de référence.

Afin d'éviter ce scénario, le FMI recommande d'agir sur les dépenses budgétaires et les recettes fiscales. Au niveau des dépenses, le FMI recommande de réduire les subventions à l'électricité et, en contrepartie, d'améliorer le ciblage des programmes sociaux (contre tout projet de transferts financiers universels gagés sur les futurs revenus pétroliers). Au niveau des recettes, le FMI recommande d'élargir la base fiscale et de mettre en place de nouveaux impôts fondés sur des produits à externalité négative (sucre, plastique à usage unique, alcool, jeux d'argent).

La politique monétaire présente également des défis pour contrôler l'inflation. La politique monétaire actuelle fonctionne sur un modèle d'objectif de masse monétaire et non via un taux directeur. La hausse des dépenses publiques observée en 2025 a participé à éloigner la masse monétaire de son objectif. De plus, l'importance de la conversion des liquidités en USD par tous les agents, du fait d'une faible confiance dans la monnaie locale, participe à déprécier le change et à alimenter davantage l'inflation. La dépréciation du taux de change a atteint un point bas fin octobre 2025 (14,6 % en g.a. à 40 USD/SRD) avant de s'apprécier (38 USD/SRD fin février). Dans ce cadre, le FMI prévoit que l'inflation devrait rester à un niveau élevé, à 9,7 % en 2026 (vs. 11,4 % en 2025) alors qu'elle avait atteint un point bas à 5,7 % en avril 2025, un mois après la fin du programme.

Bolivie

Excédent budgétaire significatif en janvier.

Selon le ministre de l'Economie et des Finances, **l'excédent budgétaire aurait été de 3,1 Md BOB, soit 445 M\$ au change officiel (6,9 BOB/USD) et 342 M\$ au change parallèle (9,05 BOB/USD).** En janvier 2025, la Bolivie avait enregistré un déficit de 665 M BOB. Ce bon résultat est tiré par les premières mesures de stabilisation macroéconomique, au premier titre desquelles la suppression des subventions au carburant. En février, les autorités estiment que la Bolivie connaîtra un nouvel excédent. Les économistes soulignent néanmoins que cet excédent est temporaire, les obligations à venir (remboursement de la dette extérieure et de la vente anticipée d'or, devraient exercer une pression sur les finances publiques dans les prochains mois.

A ce jour, le budget de la Bolivie demeure celui élaboré par le gouvernement précédent, sous administration du MAS. La préparation d'un nouveau budget est en cours par les autorités actuelles. Celui-ci devra ensuite être approuvé par l'Assemblée, où le gouvernement dispose d'une majorité.

Colombie

Le décret d'urgence économique cherche à récolter 2 Md\$ par une imposition du patrimoine des entreprises.

L'urgence économique déclarée par le gouvernement dans le cadre des pluies torrentielles dans certains départements (notamment Córdoba, Antioquia et La Guajira) doit permettre de collecter 2 Md\$ (8 000 Md COP). Les financements devraient permettre d'abonder, entre autres, le plan d'allègement de la dette agricole, destiné à couvrir les paiements en capital et intérêts des petits producteurs.

Dans le cadre de ce décret, un impôt exceptionnel sur le patrimoine des entreprises

est créé, à un taux de 0,5 % au-delà de 290 M\$ (10,5 Md COP) de patrimoine. Les entreprises des secteurs financier, minier et énergétique se verront appliquer un taux plus important, à 1,6 %. Ainsi, 56 % des 2 Md\$ de nouvelles recettes fiscales devraient provenir de l'imposition de ces deux seuls secteurs.

Le décret autorise la passation directe de marchés sans appel d'offres publics et sans les restrictions de la *Ley de Garantías* qui limite la signature de nouveaux contrats pendant les six mois précédents les élections présidentielles (en vigueur depuis janvier 2026).

La confiance des entreprises montre des signes mitigés en janvier.

L'indice de confiance commerciale s'est établi à 26 % en janvier, en hausse de 8,2 p.p par rapport à décembre. Par rapport à janvier 2025, l'indice a également augmenté, dans une moindre proportion, de 4,4 pp. Cette hausse est due à des attentes élevées au prochain trimestre, notamment liée à la consommation.

Dans le même temps, l'indice de confiance industrielle s'est réduit de 0,8 pp par rapport à décembre, pour s'établir à -1,5 %. Cette baisse est avant tout portée par la chute des volumes commandés (-11,7 pp) et la hausse du niveau des inventaires (+2,7 pp).

Le secteur de l'exportation est particulièrement sous pression. La valeur des exportations en dollars étatsuniens s'est réduite de -5,1 % au T4 2025 par rapport au T3 et la rentabilité des exportations chute de 33 %. Ce mauvais résultat est particulièrement attribué à l'appréciation du peso par rapport au dollar étatsunien. Cependant, les attentes à trois mois restent positives grâce au *Plan Vallejo*, permettant l'exemption des droits de douanes sur les importations pour la production visant à être exportée.

En 2025, le commerce a atteint sa plus forte croissance en 14 ans.

Le commerce de détail a enregistré une croissance de 12 % en 2025, un record depuis la reprise postpandémie. En excluant le boom postpandémique, ce résultat est le meilleur des 14 dernières années. Ce résultat s'explique par le dynamisme de la consommation des ménages, portée par les *remesas*, la hausse du salaire minimum et l'appréciation du peso face au dollar étatsunien.

Après s'être tournée vers les services en 2023 et 2024, la consommation des ménages s'est de nouveau tournée vers les biens, notamment durables et semi-durables. La consommation des ménages s'est concentrée sur les équipements informatiques et la télécommunication (+49 %), les équipements de son et de vidéo (+25 %), les véhicules (+25 %) et l'électrodomestique et les meubles (+21 %).

En 2026, la consommation des ménages pourrait commencer à décélérer, impactant les bons résultats du secteur commercial. D'une part, la hausse du salaire minimum de 23 % pourrait (i) avoir un effet net négatif sur la consommation des ménages moins favorisés en réduisant l'emploi formel (malgré l'effet positif à court terme lié à une plus forte propension à consommer) et (ii) inciter davantage à épargner au vu de la hausse des taux d'intérêt directeurs par la Banque centrale (11,25 % en février). D'autre part, la poursuite de l'appréciation du peso pourrait continuer de peser sur les *remesas* et les exportations.

La Colombie est officiellement devenue, le 19 février 2026, le 33^{ème} membre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Cette adhésion, après un processus de 5 ans, devrait renforcer la sécurité énergétique du pays et attirer des investissements pour les énergies propres, grâce à la mise en place d'outils et de garantie en matière de sécurité

énergétique et d'accès à l'information sur l'énergie, nécessaires à l'adhésion.

La Colombie devient le premier pays d'Amérique du Sud à rejoindre l'AIE après avoir rejoint l'OCDE en 2020. L'AIE (Agence internationale de l'énergie), créée en 1974, est une organisation intergouvernementale autonome basée à Paris, liée à l'OCDE. Elle conseille ses pays membres sur les politiques énergétiques, visant une énergie « *fiable, abordable et propre* ». Elle fait actuellement l'objet d'attaques de la part des autorités étatsuniennes, qui demandent à ce qu'elle se concentre uniquement sur la sécurité énergétique et abandonne les sujets climatiques. Le gouvernement colombien doit maintenant soumettre l'accord d'adhésion au Congrès pour ratification finale.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,0%	46,3%	2382
Change USD/COP	1,4%	-8,6%	3749
Change EUR/COP	1,6%	1,7%	4415
Prix du baril (Brent, USD)	-1,2%	-3,8%	71,06

Équateur

Le Ministère de l'économie et des finances annonce un déficit budgétaire de 4,6 Md\$ en 2025.

Le Ministère de l'économie et des finances a publié les chiffres budgétaires de l'année 2025, faisant état d'un déficit de 4,6 Md\$. Toutefois, les analystes indépendants estiment que le déficit réel serait de l'ordre de 5,5 Md\$.

Cette différence serait imputable à une opération comptable réalisée en décembre 2025 entre le ministère des Finances et la société nationale de pétrole, *Petroecuador*. L'entreprise pétrolière publique aurait en effet annulé une dette de 853 M\$ due par l'État, qui l'aurait enregistrée comme une recette

budgétaire prenant la forme d'un transfert de capital. Cette manœuvre comptable permet de se rapprocher des objectifs fixés dans le cadre du programme FMI (EFF) en cours. *Petroecuador* précise que la dette de l'Etat à son égard s'élève à 1,3 Md\$, dans un contexte où les recettes publiques pétrolières ont diminué de 19 % en 2025, aggravant les déséquilibres budgétaires.

Le président Noboa a promulgué une loi portant sur les finances publiques locales.

Le texte avait précédemment été approuvé par l'Assemblée Nationale. **Il est désormais imposé aux municipalités et aux préfectures d'allouer au moins 70 % de leurs budgets à l'investissement public** et 30 % aux dépenses courantes, règle déjà prévue depuis 2011 mais peu respectée. Aujourd'hui, de nombreuses communes consacrent jusqu'à 80 % de leur budget à des dépenses de fonctionnement.

Cette réforme vise à privilégier les investissements en infrastructures essentielles comme l'eau potable, les infrastructures routières et les services de base. En cas de non-respect, les transferts financiers du gouvernement vers les collectivités locales, au titre des participations aux revenus pétroliers, diminueront, passant de 21 % à 15 % des revenus permanents et de 10 % à 5 % des revenus non-permanents. Cela pourrait entraîner une réduction de près de 1 Md\$ des dépenses de l'Etat en 2026. Les transferts aux gouvernements autonomes décentralisés (GAD) représentent le 3^e poste budgétaire le plus important après les salaires publics et les intérêts de la dette.

La capacité des municipalités à atteindre ces objectifs est variable : en 2025, Quito n'aurait consacré qu'environ 18 % de son budget à l'investissement, contre 47 % pour Guayaquil. L'impact final dépendra également de la dynamique des recettes fiscales et du prix du pétrole.

Guyana

Le NRF, fonds souverain du Guyana, aurait reçu près de 295 M\$ de revenus pétroliers en janvier 2026.

Selon la Banque centrale, le fonds souverain (NRF) a reçu 111 M\$ de royalties en janvier 2026. Cette somme représente la redevance légale de 2 % portant sur la valeur de tout le pétrole brut produit au Guyana et vendu au T4 2025. En outre, le NRF a reçu 184 M\$ des bénéfices dus à l'Etat tirés du pétrole. La somme de ces entrées totalise environ 295 M\$ pour le mois de janvier. Répartis sur 31 jours, cela équivaut à près de 10 M\$ par jour. Après avoir comptabilisé ces entrées, le NRF a clôturé le mois de janvier avec un solde de 3,6 Md\$.

Le NRF, détenu à la Federal Reserve Bank de New York, reçoit tous les revenus pétroliers au nom de l'Etat. Ce fonds souverain joue un rôle clef dans la gestion des revenus pétroliers du Guyana afin de soutenir le développement et la stabilité économique long-terme du pays. La croissance des revenus pétroliers fait craindre un phénomène de « maladie hollandaise », une situation dans laquelle un afflux massif de devises étrangères aurait pour conséquence une appréciation de la monnaie locale, rendant les autres secteurs de l'économie moins compétitifs. Afin d'éviter une dépendance trop forte de l'économie guyanienne vis-à-vis du pétrole, le NRF a donc été créé pour épargner les revenus pétroliers. Cette stratégie permet de réguler les dépenses publiques pour investir de manière stratégique dans les infrastructures, l'éducation, et les industries afin de diversifier l'économie.

En 2025, le NRF a enregistré des entrées de 2,1 Md\$ provenant des ventes du pétrole dû à l'Etat et plus de 330 M\$ au titre des royalties. Un bonus de signature de 15 M\$ a également été versé en 2025 par TotalEnergies (France),

QatarEnergy (Qatar) et *Petronas* (Malaisie) à la suite de leur attribution du bloc S4. Une prime de signature de 17 M\$ est attendue cette année de *Cybele Energy* (Ghana) pour l'attribution du bloc S7 au quatrième trimestre de 2025.

Le Guyana prévoit des recettes pétrolières publiques de 2,8 Md\$ pour 2026.

Pérou

L'investissement privé a augmenté de 10 % en 2025, sa plus grande expansion depuis 2012.

L'investissement privé au Pérou a clôturé 2025 avec une expansion de 10 %, selon la Banque centrale, enregistrant ainsi une croissance à deux chiffres que le pays n'avait pas observé depuis 2012, en-dehors du rebond statistique après la pandémie en 2021. L'investissement minier a été le secteur enregistrant la plus forte croissance, avec un taux de plus de 19 %, tandis que l'investissement hors exploitation minière a augmenté de 12 %.

Selon les données du Ministère de l'Énergie et des Mines, **les investissements miniers ont atteint 2,3 Md\$ au quatrième trimestre 2025**, soit un montant de 695 M\$ de plus que celui enregistré sur la même période de l'année précédente. Cette augmentation s'est concentrée sur les infrastructures et les équipements, avec des progrès de grands projets d'infrastructures de transport, tels que l'extension de l'aéroport international Jorge Chávez, les travaux de réaménagement d'aéroports régionaux, la ligne 2 du métro de Lima et le terminal portuaire du Callao.

Le secteur agricole a mené la croissance de l'emploi au cours de la dernière décennie.

En 2025, le nombre de salariés dans le secteur agricole au Pérou a augmenté de plus de 18 %

et représente désormais trois nouveaux contrats de travail sur dix créés. Au total, la croissance de l'emploi formel générée par le secteur privé a été de plus de 6 % (bien supérieure à la croissance du secteur public, à 1 %). Pour mémoire, l'informalité est forte au Pérou, représentant 70 % des actifs depuis 2026.

Selon la Banque centrale, **l'agriculture est le principal moteur de la hausse des masses salariales sur la dernière décennie, avec une progression moyenne de plus de 7 % par an**. La Banque centrale souligne également que le revenu formel agricole a augmenté de 4,5 % en 2025 et de 42,6 % par rapport à 2019. Parmi les facteurs de cette dynamique, le pays consolide sa position de *leader* mondial des exportations de myrtilles, avec plus de 2,4 Md\$ de ventes en 2025, en hausse de 8,2 % sur un an, selon le Ministère de l'Agriculture. Les myrtilles représentent 16,4 % de la valeur totale des exportations agricoles, faisant du Pérou le principal fournisseur mondial de myrtilles.

Suriname

En 2025, l'inflation annuelle s'établit à 11,4 %.

En 2025, l'inflation annuelle atteint 11,4 % contre 10,1 % en 2024. L'inflation mensuelle a poursuivi toutefois sa décélération en décembre. L'inflation a surtout accéléré à l'été (+2 % d'inflation mensuelle), associée aux dépenses pré-électorales, qui ont limité la poursuite de la baisse de l'inflation dans le pays.

Le gouvernement baisse les redevances sur l'or afin de décourager la contrebande.

Le gouvernement a réduit pendant six mois les redevances (royalties) sur l'or, de 4,5 % à 3,5 %. L'objectif de cette réduction est de renforcer l'incitation à la vente sur le marché local légal

afin de décourager la contrebande. Néanmoins, les orpailleurs baseraient avant tout leurs décisions sur le cours de l'or.

Le dernier rapport de [l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives \(EITI\)](#) portant sur 2023 et 2024 souligne l'importance de la contrebande transfrontalière ainsi que les enjeux environnementaux associés à l'orpaillage (mercure, déforestation). Surtout, l'EITI souligne la nécessité de renforcer la capacité institutionnelle du Suriname afin de limiter l'orpaillage et bénéficier des recettes fiscales du secteur.

Venezuela

Les remesas passent davantage par des canaux formels grâce à la réduction en tendance de la brèche cambiaire.

Les remesas commencent à augmenter alors que la différence entre le taux de change

parallèle et officiel se réduit. La brèche cambiaire, qui était de 120 % en 2025, est aujourd'hui comprise entre 35 % et 50 %. Avant la chute de N. Maduro, les remesas étaient envoyées par des canaux alternatifs (notamment via les cryptomonnaies) afin de contourner les sanctions étatsuniennes et les restrictions des autorités vénézuéliennes. Seules 15 % des remesas passaient par les canaux traditionnels (virements bancaires, bureaux de change).

En trois mois, 20 % des remesas en provenance des États-Unis passent désormais par des canaux traditionnels contre 5 % auparavant, selon Manuel Orozco, directeur du programme de migration et remesas du Dialogue interaméricain. Près de la moitié des Vénézuéliens vivant à l'étranger (8 M) envoie régulièrement des remesas à leur famille au Venezuela.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)